



COURS EXPOSÉ PAR ANALYSE

de quelques évènements arrivés en Valais
soit dans la Commune de Savièse dès 1798
à 1815, dressé à la hâte, par le Soussigné¹.

D'APRÈS les rapports historiques, le Vallais fut régi par un gouvernement démocratique libre et républicain, dès 1250, où il commença de contracter des alliances avec les cantons suisses, sans parler des fréquentes guerres que ce pays a essuyé jusqu'à la date, l'on fera qu'un cours récis de ce qui est arrivé dès lors.

L'an 1797, le Vallais, alarmé par la terrible Révolution française, fit passer une garde à Saint-Gingoux, où cette commune en fournit plusieurs à ses propres frais. Dans ces circonstances, le Bas-Vallais qui était sujet du Haut, profita du moment favorable et

¹ Copie textuelle de la relation autographe du notaire et châtelain François Dubuis (notaire de 1795 à 1844). Elle se trouve à la fin d'un recueil manuscrit d'arrêtés et de règlements de Police du Conseil de Savièse (volume in folio parch. coté F. 18 Arch. comm. Savièse).

demanda et a obtenu des Haut-Vallaisans la reconnaissance de leur liberté et de pouvoir jouir des mêmes droits et privilèges que le Haut. Dans ces circonstances la Révolution française continua toujours et son système de liberté et d'égalité arriva en Valais et un résidant français s'établit à Saint-Maurice avec quelques membres du Gouvernement qui y étaient assemblés en diétine. Ce résidant, soit ambassadeur français, arriva enfin à Sion, d'où il fit passer des publications aux Haut-Vallaisans, les exhortant d'accepter ses propositions, ceux-ci s'opposèrent à ces propositions, s'armèrent et descendirent dans le courant de may ou avril 1798 au nombre d'environ 2500, dont il en arriva près de 1200 à Savièse, vers minuit, pour cerner la ville le lendemain, qui ne firent cependant aucun tort à personne. Sion s'étant rendu, et le résident français parti la veille, les Haut-Vallaisans et les autres dizains de Sierre et de Sion qui s'étaient joints à eux à Sion marchèrent dans le Bas-Vallais à l'exception de Savièse à qui on avait assigné le poste de Sarren et Glarey.

L'on se battit quelque peu près de Martigny où des troupes françaises et vaudoises s'étaient joints aux Bas-Vallaisans; le Haut fut repoussé jusqu'à la Morge. Le jour de l'Ascension fut un jour de tristesse et d'angoisse. A sept heures du matin les Français commencèrent la bataille dans tous les points. A neuf heures, le pont de la Morge fut enfoncé. La colonne qui montait par Nanset fit une assez grande perte et fut obligée de reculer, mais l'armée princi-

pale s'étant distribuée de toute part par Vuis, Chatro, etc., les Saviesans qui étaient postés à Chandolin furent enveloppés et la troupe ennemie entra à Chandolin vers midi où un vénérable châtelain Jaquier qui s'avança au milieu du chemin à la rencontre des soldats, leur offrant boire et mangé fut la victime de ses honnêtetés et fut tué d'un cou de fusil. Dans demi heure la commune fut remplie de soldats. On tua une dizaine d'hommes et blessé une 18^{me}. Un pillage affreux continua deux jours, l'on a enlevé passé 30 chevaux de la commune. Les villages étaient vides et presque tout le monde était dispersé dans les forêts et campagnes. L'église fut aussi pillée où le soussigné étant ce temps-là procureur de l'église y alla voir le lendemain et trouva le tabernacle cassé, les saintes hosties versées sur l'autel et beaucoup d'objets enlevés, même le grand drapeau (dit gonfanon). Deux jours après, pour comble de malheur, la commune reçut l'ordre de payer dans deux jours une contribution de huit cents louis et 86 pour frais de guerre sous peine d'exécution militaire. Les députés composant le Conseil de la commune dans les personnes de M^{rs} les châtelains François Bridy, François Dubuis, le capitaine Jean Dubuis, Lieu^t Ignace Adrien Dubuis, M. Jean-Baptiste Jaquier, notaire, Jean Debon, Jean Varona, Germain Reinard, Ambroise Jaquier et Jean Héritier, notaire, ont député deux d'entre eux pour descendre à Sion auprès du général français nommé Lorge pour demander une grâce de diminuer notre imposition vu l'impossibilité de rassembler une telle somme dans

une commune qui venait d'être pillée pendant deux jours. La réponse fut qu'il n'y avait point de grâce vu notre résistance. Il fallait payer ou être incendié.

Les députés après avoir rassemblé l'argent de la Commune que le syndic avait eu soin de cacher, parcoururent tous les villages de porte à porte en exhortant chaque particulier pour éviter un plus grand malheur, de donner au nom de la Commune l'argent qu'il pouvait avoir en quel espèce que ce fut et les gobeaux pour satisfaire à cette grande imposition.

Cette collecte générale faite, fut portée à Sion. Il manqua encore 150 louis d'or qu'on a été obligé de trouver au moyen d'un emprunt qu'on a fait dans deux maisons à Sion, en même temps la Commune reçut aussi l'ordre de ramasser et d'apporter à Sion toutes armes qui se trouveraient à la Commune sous les mêmes peines. Le clergé fut chargé séparément d'une forte contribution qui fut payée par curé, chanoine, etc., à râte de force.

Durant ces événements il fut établi un gouvernement central en Suisse où le Vallais envoya ses députés, et le Vallais fut régi par des lois émanées du corps législatif assemblé en Suisse pendant 1798, 1799 et 1800. L'an 1801, le Vallais fut détaché de la Suisse par sollicitation du gouvernement français et un ambassadeur de cette nation vint de rechef en Vallais solliciter sa réunion à la France. La majeure partie s'opposa et pour cette opposition et refus cette Commune fut du nombre de celles qui ont été char-

gées des troupes à loger à discrétion et de payer chaque mois des grands impôts.

Nonobstant ces cruels traitements des Communes répondirent avec constance, qu'avant de se rendre volontairement, elles subiraient les dernières vexations, qu'elles étaient prêtes de se soumettre à la force, mais qu'elles consentiraient jamais une réunion volontaire.

Ces réponses furent portées à Berne devant le ministre français par un grand nombre des députés de presque toutes les Communes du Vallais. Alors les choses changèrent et quelques députés du Vallais firent une Constitution pour le Vallais sous la médiation de L. E. les ministres de France, Suisse et Italie et qui fut publiée et mise en activité en 1802 et le Vallais déclaré indépendant. Durant cette sage Constitution le Vallais fut heureux et bien régi, l'on payait point d'impositions directes. Ce gouvernement composé d'un Conseil d'Etat de trois membres et d'une diette fit des avances et paya plusieurs anciennes dettes avec les seuls revenus du timbre, quelques patentes sur le commerce, droits d'entrée et le revenu sur le sel.

Ce gouvernement prit fin au 1^{er} avril 1811, époque où le Vallais, réuni à l'Empire français dès le 1^{er} janvier même année, fut soumis de payer les impositions prescrites par les lois de cet Empire dont Savièse L. 380 d'impositions directes par an. Par des revers, des guerres, les hautes puissances alliées de Russie, d'Autriche, de Prusse et d'Angleterre, ayant subjugué l'Empereur Napoléon qui ravageait l'Eu-

rope par des guerres continuelles, les Français quittèrent aussi précipitamment Sion le jour de Noël an 1813 et peu de jours après les troupes autrichiennes entrèrent aussi en Vallais, passant par Saint-Maurice, pour l'entretien desquelles la commune de Savièse a fourni pour sa part 300 fichelins de grains et environ 300 setiers de vin, quantité de foin, paille, voitures, 25 louis d'argent et fourni 8 soldats pour un corps de chasseurs réunis aux troupes autrichiennes au poste du Simplon qui était menacé par les Français qui étaient à Domodossola et où plusieurs petits combats ont eu lieu. Ces huit hommes fournis par cette Commune lui ont coûté pour engagement et capottes 140 écus bons. Le Commandant des troupes autrichiennes en Vallais y établit un gouvernement provisoire pour l'administration et nomma dans chaque Dizain un Grand Châtelain. Les Communes n'avaient point de juges de première instance, il n'y avait guère qu'un chef de police dans chaque Commune sous le nom de Syndic. Ce gouvernement provisoire dura une année savoir jusqu'en décembre 1814, où les Haut-Valaisans descendirent en grand nombre formant une Landsgemeinde à Sion où ils ont invité les députés du Bas-Vallais pour, de concert, travailler à une nouvelle Constitution et faire cesser le gouvernement provisoire. Cette Constitution acceptée unanimement par les Haut-Vallaisans, jusqu'à la Morge fut mise en activité et l'on procéda aux nominations des Châtelains des communes et les Dizains supérieurs se sont organisés et les communes de Savièse, Ayent, Arba et Grimisuat devant

faire partie d'après les notes des ministres des puissances alliées à Zurich, du dizain d'Héremence soit d'Herent par suite des arrangements faits avec les députés des communes méridionales de ce Dixain. Les communes septentrionales susdites ont obtenu de faire un demi dixain et par là d'organiser un tribunal à part libre et indépendant de la partie méridionale et réciproquement. En conséquence notre demi dizain s'organisa et nomma les deux députés en diette, Grand Châtelain et les membres de notre tribunal dont M. Jean Baptiste Jaquier fût nommé Grand Châtelain de ce tribunal et le soussigné Châtelain de Savièse et député en Diette.

Les Bas-Vallais n'ayant pas voulu concourir aux nominations du Grand Baillif, Vice Baillif et trésorier d'Etat qui devaient composer le Conseil d'Etat, craignant de ne pas réussir et parce que le Haut-Vallais avait accordé une voix à la diette au Vén. Chapitre de Sion, demanda la séparation du gouvernement, de s'organiser séparément et envoya pour cet effet deux députés à Zurich auprès des ministres des h. puissances alliées pour solliciter Leurs Excellences les ministres d'accorder leur demande, mais dans cet intervalle plusieurs communes du Bas-Vallais, entre autres celle de Val d'Illier s'opposèrent à la demande de séparation et le Haut-Vallais regardant cette séparation un mal et préjudice général du Vallais envoya aussi deux députés à Zurich auprès des Ministres et de la diette Helvétique pour exposer que la demande en séparation est un caprice de quelques députés Bas-Vallaisans et que c'était la

perte et la ruine des Vallaisans de composer deux gouvernements.

Dans cette crise, la Suisse et principalement le Vallais resta inquiète sur son sort futur vu que le Congrès des Hautes puissances de Russie, d'Autriche, de Prusse et d'Angleterre ainsi que de la France, Espagne, Naples, etc., assemblés à Vienne pour décider du sort futur de l'Europe entière, n'était point encore terminé après trois mois de négociation. Dans cette incertitude d'évènement Grimisuat fut détaché de nous et remis avec Sion. En février 1815, il survint un nouveau embarras à l'Europe entière. Napoléon, ci-devant empereur des Français relégué dans l'Ile d'Elbe échappa et revint débarquer en France le 1^{er} mars, demandé et derechef reconnu Empereur par presque toutes les troupes et généraux français. Sur quoi les puissances alliées craignant voir troubler le repos de l'Europe par cet homme grand et ambitieux, décidèrent de se mettre en marche pour maintenir Louis XVIII roi de France sur le trône et déclarèrent par une proclamation Napoléon hors la loi.

La Suisse se décida à mettre un contingent fédéral qui est de 30 mil hommes sur pied et le Vallais devant faire partie comme le 20^e canton fut invité à concourir à cet armement et de fournir un contingent de douze cents hommes dont la commune de Savièse composée de 1274 âmes doit mettre sur pied 22 hommes qui seront armés et habillés aux frais de la Commune.

Ces treize cents hommes coutent au Vallais 50 louis

par jour et étant tous assemblés le 2 juin 1815, l'ordre fut de les habiller, armés et exercés sans délai pour joindre les autres frères d'armes en Suisse sous les ordres du général en chef Bachmann. Cet armement et habillement coûta à la Commune de Savièse passé 80 louis outre 18 cent francs de France de contribution pour l'entretien de la troupe.

Dans cet intervalle des négociations ont lieu en Suisse entre la diette et la Confédération et les ministres des puissances alliées et le Vallais reçoit l'ordre de fournir à l'entretien de 50 mil hommes autrichiens dont une partie cavalerie qui doivent passer par le Simplon se rendant à marche forcée sur la Savoie où les Français étaient déjà.

Ce passage a eu lieu régulièrement et la troupe s'est conduite avec ordre et sans vexations. Cette Commune fut taxée à fournir sur la place de Sion pour son contingent de subsistances militaires :

Savoir en vin, setiers.	80
en grains, froment orge,	
et seigle.	500 fiechlin.
en bétail, quintaux	22
foin : thoises	28
en bois : thoises	12

le tout sous promesse de payer.

L'on n'a cependant dans cette saison pu compléter le tout en grains et vin, ce qui porte environ douze cents écus que la Commune doit être garante envers les particuliers qui ont fourni. Le tout doit être payé par l'Autriche, d'après le traité des ministres sur les

700 millions de francs de francs que les puissances alliées ont imposées sur la France pour frais de guerre et à cet époque, en octobre 1815, les puissances décidèrent de laisser 150 mil hommes en France occupant toutes les forteresses jusqu'à ce que les guerres civiles et révoltes aient pris fin et que la prédite somme soit entièrement acquittée.

Napoléon pris près de Rochefort par les Anglais fut relégué à l'Ile de Sainte-Hélène à mil lieu de la France, etc. Sous la surveillance des ministres anglais, français et autrichiens qui s'y transportèrent en garnison anglaise.

Cour recis par François Dubuis Chatelain et Notaire.

(Communiqué par M. Alex. Jullien.)





Sion à la fin du dix-huitième siècle.